

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation du
bâtiment situé 45 bd du Général Leclerc à
Roubaix

Réf. marché : CCIR-GL-2025-56

Marché public simple de Maîtrise d'œuvre



ARTICLE 1.	NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 2.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3.	DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 4.	VARIANTES – p.S.E - OPTIONS	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 5.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION des entreprises	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 6.	DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 7.	ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 8.	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 9.	ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 10.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 11.	PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS - INGERENCE.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 12.	VOIES DE RECOURS.....	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1. OBJET DU CONTRAT

1.1. Objet de l'opération

Le présent contrat a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre portant sur la réhabilitation du bâtiment, situé 45 bd du Général Leclerc à Roubaix, destiné à des activités de formation

Le détail des prestations à réaliser figure au CCTP.

Les travaux portent sur une opération de réhabilitation de bâtiment. Il est donc confié au titulaire une mission de réhabilitation des bâtiments, telle que définie aux articles R. 2431-5 et R. 2431-19 à R. 2431-23 du code de la commande publique, nonobstant les missions complémentaires qui s'y adjoignent.

1.2. Contexte

La formation est l'une des composantes de l'ADN des CCI. Sur nos sites de LAHO Métropole Lilloise et de l'EGC, ce sont plus de 2 000 personnes qui sont formées chaque année.

L'objectif est de poursuivre ce développement avec une offre d'enseignement qualitative, diversifiée et adaptée aux pédagogies actuelles.

En raison du projet de réhabilitation et d'optimisation du site de LAHO Métropole Lille situé 45 avenue Chénier à Roubaix, relatif au Campus lillois de la formation, il est nécessaire d'anticiper l'accueil des activités de formation durant les travaux, de 2027 jusqu'à la rentrée de septembre 2029, ainsi que d'accueillir les formations du Plan Régional de Formation.

A cet effet, il est nécessaire de réhabiliter le bâtiment situé 45 bd du Général Leclerc à Roubaix. Ce bâtiment, idéalement situé dans le centre-ville de Roubaix, offre une capacité d'accueil conforme au besoin pour la durée des travaux, s'agissant de la surface (2 085 m² : RDC, R+1 et R+2). Etant précisé que le détail des surfaces figure dans les plans annexés au CCTP.

A terme, ce bâtiment tertiaire sera remis en location à des entreprises extérieures.

La part de l'enveloppe prévisionnelle du maître d'ouvrage affectée aux travaux est de : 1 500 000 € HT (valeur juillet 2025).

Le marché de maîtrise d'œuvre est estimé à 160 650 € HT soit 192 780 € TTC (valeur juillet 2025).

1.3. Éléments de mission

Le présent contrat est soumis au livre IV du Code de la commande publique (partie réglementaire et partie législative) relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux articles R.2431-19 à R.2431-23 du Code de la commande publique et tel que prévu à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par les maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé. Il est précisé dans le CCTP.

Le présent contrat a pour objet de confier au maître d'œuvre une mission dont les éléments constitutifs sont définis comme suit :

Abréviations	Eléments de mission définis réglementairement
DIAG	Les études de diagnostic
APS	Les études d'avant-projet sommaire
APD	Les études d'avant-projet définitif
PRO	Les études de projet
AMT	L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux
EXE	Les études d'exécution
DET	La direction de l'exécution des marchés publics de travaux
AOR	L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Abréviations	Autres éléments de mission défini réglementairement
OPC	L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier

Abréviations	Autres éléments complémentaires de mission
CSSI	Coordination de systèmes de sécurité incendie (CSSI)

Il est à noter que la mission comporte en outre la constitution de tous dossiers nécessaires au bon déroulement de l'opération et notamment :

- Le permis de construire ou autorisation de travaux (à valider avec le service urbanisme de la Ville),
- L'établissement de tous documents, dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à toutes autorisations administratives qui s'avèreraient indispensables.

Par ailleurs, ces éléments de la mission sont composés de :

L'ensemble des tâches que le CCAG relatif aux marchés publics de travaux impute à la maîtrise d'œuvre qui est réputée le connaître, et plus généralement des obligations de conseil inhérentes à la fonction de maîtrise d'œuvre. Il s'agira notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :

- des dispositions à prendre dans le cadre de la protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de la lutte contre le travail clandestin ;
- de la vigilance contre le travail clandestin et la sous-traitance irrégulière ;
- des dispositions relatives à la santé et à la sécurité des personnels affectés aux travaux,
- des dispositions à prendre pour maintenir la sécurité et la circulation des personnes et des biens.

Au titre des éléments de mission précités, le titulaire devra fournir toutes pièces relatives à la procédure travaux sous forme électronique selon un format qui sera précisé par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 2. INTERVENANTS

2.1. Maîtrise d'ouvrage

CCI de région Hauts-de-France

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Les prestations seront exécutées pour le compte de la CCIL Grand Lille.

Dès la notification du contrat, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide). Ce/ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution. Si ces interlocuteurs changent, le représentant de l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

L'ordonnateur est le Président de la CCI de région Hauts-de-France dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

2.2. Représentation du titulaire

Le/chaque titulaire doit désigner au représentant du pouvoir adjudicateur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter lors de l'exécution du marché public dès la notification du marché public. Il présentera à cette occasion le niveau de compétence et d'expérience de l'interlocuteur par un curriculum vitae, qui doit respecter les niveaux minimums tels que définis à l'avis de concours.

En cas de changement de cet interlocuteur unique en cours d'exécution, le titulaire communique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du nouvel interlocuteur sans délai. Ce remplaçant est réputé disposer de compétences au moins équivalentes à l'interlocuteur unique initial. L'acheteur dispose de trente (30) jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le titulaire encourt les pénalités prévues au présent CCAP.

Equipe pluridisciplinaire :

L'équipe affectée à l'exécution devra toujours être pluridisciplinaire et réunissant au minimum les compétences nécessaires dans les domaines suivants :

- Architecture DPLG (mandataire),
- BET :
 - o Structure,
 - o Fluides (électricité, CVC, tec),
 - o Voirie, parking et réseaux divers (VRD),

Les autres compétences suivantes sont exigées pour la bonne exécution du marché :

- Compétence « Aménagement d'espace extérieur » ;

- Compétence « BET Développement durable (écoconstruction) et performances énergétiques et environnementales » ;
- Compétence « Ordonnancement, Pilotage et Coordination » (OPC), dissociée clairement de la compétence « architecte » ;
- Compétence « Economie de la construction » ;
- Compétence « Acoustique » ;
- Compétence « CSSI ».

L'équipe affectée doit présenter le niveau de compétences et d'expérience de chaque membre de l'équipe à travers les CV, qui doivent respecter les niveaux minimums tels que définis à l'avis d'appel à concurrence.

Etant précisé que le mandataire est un professionnel, formé et diplômé dûment assuré et inscrit à l'Ordre des architectes, devant impérativement disposer de la formation DPLG

Si la composition de l'équipe chargée de la réalisation des prestations vient à être modifiée, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et propose un/des remplaçant(s) présentant au minimum le même niveau de compétence et assurant le même suivi des prestations ainsi que leur qualité.

Au cours de l'exécution des prestations, l'acheteur se réserve la possibilité de demander le remplacement du ou des membres de l'équipe, en particulier en cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation. L'acheteur n'a pas à motiver sa décision. Le titulaire doit proposer dans les 30 jours calendaires à l'acheteur un remplaçant disposant du même niveau de compétences et d'expériences professionnelles. A défaut, ou si l'acheteur récusé à nouveau ce remplaçant, le titulaire encourt les pénalités prévues au présent CCAP au surplus des dispositions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE. Pour l'application de ces dispositions, les sous-traitants éventuels seront pris en compte et devront disposer du même niveau de compétences et d'expériences professionnelles.

2.3. Contrôleur technique

Le contrôleur technique est en cours de désignation. L'ensemble des missions sera communiqué au titulaire. La DICT sera transmise **uniquement au titulaire du marché de maîtrise d'œuvre**, après validation par le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Cela comprend toute correction et action à mener sur le projet pour lever les observations. Le cas échéant, les dépenses liées aux études qui en découlent seront recouvrées auprès du titulaire comme en matière de contribution directe.

2.4. Mission OPC

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est confiée au titulaire. Cette mission ne peut toutefois pas être assurée par un membre de l'équipe de maîtrise d'œuvre exerçant déjà les compétences d'architecte ou de BET.

2.5. Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie

La mission de coordination SSI est confiée au maître d'œuvre dans le cadre d'une mission complémentaire.

Le contenu de la mission confiée est conforme à la norme NF S61-931 de février 2014.

2.6. Coordination Sécurité Protection de la santé

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux différents décrets et arrêtés précisant les modalités d'application de la loi, et notamment le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

L'opération est classée en **2ème catégorie** au sens de l'article R 4532-1 du Code du Travail et donc soumise à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (articles L 4532-8 et R 4532-42 à R 4532-51 du Code du Travail), ainsi qu'à l'obligation de déclaration préalable au moins trente (30) jours avant le début des travaux, auprès des autorités administratives compétentes (articles L4532-1, R4532-2 et R4532-3 du Code du Travail).

La mission CSPS porte sur les phases conception et réalisation.

Elle est donc soumise à :

- l'obligation de déclaration préalable au moins trente jours avant le début des travaux, auprès des autorités administratives compétentes (articles L4532-1 et R.4532-3 du Code du Travail).
- l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (articles L.4532-8 et R.4532-42 à R.4532-51 du code du travail).

Le CSPS sera désigné ultérieurement.

Tout différend entre le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

2.7. Sous-traitance

Le titulaire a à sa charge les prestations de pilotage des sous-traitants éventuels.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Toutefois, les prestations essentielles suivantes ne peuvent pas être sous-traitées et doivent être intégralement réalisées par le titulaire : architecture.

2.8. Co-traitance

Le mandataire a à sa charge les prestations de pilotage du groupement (co-traitants).

Si le contrat est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG, en cas de défaillance du mandataire du groupement lors de l'exécution du contrat, les membres du groupement disposent d'un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure de l'acheteur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'acheteur, une modification sera établie sur cette base afin de modifier le contrat. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le contrat sera résilié.

ARTICLE 3. DOCUMENTS

3.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Répartition des honoraires par éléments de mission,
 - o Annexe 2 : Désignation des intervenants et décomposition horaire par élément de mission,
 - o Annexe 3 : Délais optimisés des missions DIAG, APS, APD, PRO, AMT et DOE ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - o Le dossier diagnostics existants,
 - o Etude géotechnique de conception,
 - o Le dossier d'identité du SSI,
 - o Le dossier plan,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux - Annexe n°1 : travaux de bâtiment.
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et/ou de mise au point ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

L'acte d'engagement, le C.C.A.P. et le C.C.T.P. prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

3.2. Pièces non contractuelles

Sans objet.

ARTICLE 4. STRUCTURE ET FORME CONTRACTUELLES

Les prestations du présent contrat ne font l'objet d'aucune décomposition. En effet, il est nécessaire de ne pas allouer la maîtrise d'œuvre, afin d'éviter de rendre techniquement plus complexe l'exécution des prestations (ce qui pourrait également rendre leur exécution plus coûteuse).

Les prestations ne sont pas décomposées en tranches.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché **ordinaire**.

ARTICLE 5. DUREE CONTRACTUELLE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1. Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée prévisionnelle de quarante-huit (48) mois consécutifs à compter de sa notification, sans qu'aucune reconduction ne soit prévue.

En tout état de cause, le marché prend fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement des marchés de travaux associés ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

5.2. Délais de présentation des études – délais d'exécution

Il est précisé que les délais indiqués ci-dessous sont des délais maximums. Le groupement a la possibilité de remettre des délais optimisés dans son mémoire ainsi que dans l'annexe 6 de l'AE s'agissant du DIA, de l'APS, APD, PRO, AMT et du DOE. Ces délais deviendront contractuels et se substitueront aux délais ci-dessous.

Mission	Délais	Point de départ – par dérogation partielle à l'article 15.1.4 du CCAG-MOE
DIAG - Etudes de diagnostic	4 semaines	Notification du marché
APS - Etudes d'avant-projet sommaire	4 semaines	date de l'accusé de réception par le titulaire du procès-verbal établi par la maîtrise d'ouvrage de prononcer la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération
APD - Etudes d'avant-projet définitif (dont permis de construire)	4 semaines	date de l'accusé de réception par le titulaire du procès-verbal établi par la maîtrise d'ouvrage de prononcer la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération
PRO - Etudes de projet	4 semaines	date de l'accusé de réception par le titulaire du procès-verbal établi par la maîtrise d'ouvrage de prononcer la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération
AMT - assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des	8 semaines	Date de l'accusé de réception par le titulaire du procès-verbal établi par

marchés publics de travaux		la maîtrise d'ouvrage de prononcer la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération
VISA - visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs	15 jours, dans les conditions de l'article 29.1.5. du CCAG Travaux	Date de l'accusé de réception par le titulaire des documents d'études d'exécution envoyés par l'entrepreneur
DET – Direction de l'exécution des travaux	Durée estimée du chantier (soit 10mois)	Date de l'accuse de réception par le titulaire de l'ordre de service de démarrage des phases
AOR – Réception	2 semaines	A compter de la notification aux entreprises de la date de réception
AOR – DGD	Acceptation ou rectification du projet de décompte final ; établissement et transmission du projet de décompte général au maître d'ouvrage : 7 jours calendaires dans le respect des prescriptions du CCAG travaux	A compter de la réception du document
AOR - GPA	12 mois	A compter de la réception des travaux par le maître d'ouvrage
DOE – Dossier des ouvrages exécutés	2 semaines	Date de prise d'effet de la réception des travaux.

Au surplus de ces délais par éléments de mission, les délais suivants sont prévus :

- Délai pour répondre aux questions posées par les opérateurs économiques lors de la consultation du marché de travaux : 48 heures maximum à compter de l'envoi de la question concernée ;
- Délai pour la rédaction des pièces techniques et financières pour la consultation des marchés publics de travaux : 2 semaines à compter de la demande du MOA ;
- Délai pour effectuer et remettre l'analyse des candidatures et des offres lors de la consultation du marché de travaux : 3 semaines à compter de l'envoi des éléments afférents à l'analyse (plis, trame des tableaux d'analyse, etc.).

Ces délais ne tiennent pas compte des délais de validation des missions de deux (2) mois, pour chacune, par le représentant de la Maîtrise d'Ouvrage.

Les autres missions, missions complémentaires décrites à l'article 1.3, démarreront à l'émission d'un ordre de service fixant leur démarrage.

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui sont présentés.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents mentionnés à l'article 8 dans le cadre de l'opération envisagée.

5.3. Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG Maîtrise d'œuvre, la prolongation de plus de 10% de la durée du marché de travaux n'ouvre pas droit à rémunération complémentaire. Les autres dispositions de l'article 15.3 s'appliquent.

5.4. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le titulaire veillera à respecter les contraintes planning ci-dessous. Celui-ci est contractuel et engage le groupement :

Etapes de procédure	Dates
Dépôt du permis de construire ou de l'Autorisation de travaux	2 juin 2026 au plus tard
Durée du chantier	10 mois
Réception du chantier	Coordination avec chantier du Campus Laho Roubaix où la date prévisionnelle de réception est fixée à l'été 2029 (mise en service du bâtiment)

Etant précisé que l'objectif de la présente opération est que la réception du site ait lieu en juillet/août 2027 afin qu'il puisse accueillir l'école LAHO Formation (site voisin) durant les travaux de son bâtiment principal.

5.5. Non contestation d'un ordre de service tardif

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG, en cas de démarrage des prestations ordonné par ordre de service dans un délai supérieur à six (6) mois à compter de la notification du présent contrat, le titulaire ne peut refuser de l'exécuter.

ARTICLE 6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Nature des prix

Les prix du marché public sont hors TVA. Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Tous les prix donnés dans l'offre sont présentés hors taxes et toutes taxes avec spécification de celles-ci ou de l'exonération de ces taxes le cas échéant.

Le marché public est conclu en euros.

Les prestations faisant l'objet du contrat sont réglées par application d'un prix global et forfaitaire, dont le montant est donné dans l'acte d'engagement.

6.2. Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;

- les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- les frais de déplacements et de restauration ;
- les coûts liés à l'utilisation des résultats ;
- les sujétions liées à des crises nécessitant notamment des mesures particulières telles que l'hygiène, la sécurité, la distanciation ;
- en cas de groupement, les frais de coordination ;
- en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par l'acheteur.

6.3. Variation des prix

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) correspond au mois de remise des offres conformément à l'article 10.1.1 du CCAG MOE. En cas de négociation, le mois de remise de l'offre finale est pris en compte.

Les prix du marché public sont révisibles suivant les modalités ci-dessous :

Le coefficient de révision est calculé **pour l'ensemble des prix**.

L'indice de référence I est le suivant :

Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 -
Identifiant 001711010

L'indice est disponible sur le site Internet de l'INSEE à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

Périodicité de la révision : le marché sera révisable mensuellement.

Le prix révisé à payer s'applique à la date de livraison ou d'admission des prestations.

La révision des prix est donnée par la formule :

$$Pr = Po \times (Im/Io)$$

dans laquelle :

Pr = prix révisé

Po = prix initial du contrat

I = indice ou index de référence défini ci-dessus

Io = valeur de l'indice ou index au mois MO

Im = valeur de l'indice ou index du mois d'exécution des prestations

Quand l'indice ou index n'est pas connu, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière référence connue de l'indice ou index. La révision définitive intervient au plus tard dans les 3 mois après la date de publication des indices ou index.

En cas de disparition de l'indice ou index choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

En cas de sujétions imprévues rendant inappropriée l'utilisation exclusive de l'indice de révision initial, les parties conviendraient d'intégrer un indice supplémentaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

Dans le cas où il conviendrait de faire évoluer la périodicité de la révision en cours d'exécution, le cas échéant, les parties pourront convenir d'une modification de contrat.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

6.4. Initiative du calcul de la variation des prix

La demande de révision des prix doit émaner du titulaire du marché. La demande doit être formulée par écrit et envoyée à la Direction des Achats par mail (achats@hautsdefrance.cci.fr) à minima deux (2) mois avant la date anniversaire du contrat.

La mise à jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

Le pouvoir adjudicateur peut soit accepter la demande soit demander au titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au titulaire se fera soit par courrier soit par mail.

En aucun cas, une révision des prix à la hausse pourra être appliquée sans avoir été préalablement validée par la Direction des Achats.

6.5. Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

6.6. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le marché public est conclu en euros.

6.7. Modalités relatives au forfait de rémunération

Le forfait de rémunération du maître d'œuvre est entendu comme la rémunération afférente à la mission de base en réhabilitation de bâtiment, à l'exclusion des missions complémentaires.

Aussi, si le montant résultant de la mission de base variera conformément aux dispositions des articles ci-après et constitue donc un forfait provisoire, le montant des missions complémentaires est un forfait définitif (bien que révisable).

6.8. Forfait provisoire de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- Contenu de la mission fixée par le CCAP ;
- Le CCTP (et ses annexes) ;
- La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage ;
- Les éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- Les délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- Les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- La participation éventuelle du maître d'œuvre aux commissions consultatives des marchés .
- La durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- Le découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- La continuité du déroulement de l'opération dont le suivi de l'exécution des travaux ;
- Les frais de mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages ;
- Les frais de réception unique ou de plusieurs réceptions partielles ;
- Les coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique et suivant la section correspondante du présent article.

6.9. Coût prévisionnel définitif des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel définitif des travaux sur la base de l'exécution des études d'avant-projet définitif, avant tout démarrage de la mission « *assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (AMT)* ».

Le coût prévisionnel définitif des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 2 %.

Le seuil de tolérance est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux majorée du produit de cette dernière par le taux de tolérance.

Si le coût prévisionnel de réalisation des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à ce seuil de tolérance, celui-ci peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière.

Avant tout démarrage de la mission « *assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (AMT)* », une modification fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le coût prévisionnel définitif des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- du SPS ;
- de la prime éventuelle de l'assurance-dommages ;
- de tous les frais financiers.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre reprend gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande, sauf si ce coût excessif résulte de circonstances que la maîtrise d'œuvre ne pouvait pas prévoir. Dans ce dernier cas, la charge de la preuve que le dépassement ne pouvait pas être prévu incombera au maître d'œuvre.

6.10. Détermination du forfait définitif de la rémunération

Le montant du cout prévisionnel définitif des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant avant tout démarrage de la mission AMT, conformément aux dispositions de l'article R2432-7 du Code de la commande publique. La rémunération provisoire devient définitive lors de la signature de l'avenant.

Lorsque le coût prévisionnel des travaux proposé par le titulaire aux études **PRO** est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le pouvoir adjudicateur, la notification de la décision de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'élément PRO vaut transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif.

Lorsque le coût prévisionnel des travaux, proposé par le titulaire aux études **PRO**, accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur n'est pas égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par la maîtrise d'ouvrage, une modification conforme aux articles R2112-15 et suivants du code de la commande publique permettant de fixer le coût prévisionnel définitif des travaux tel que prévu au présent article fixe le forfait définitif de rémunération.

Le forfait définitif de rémunération est fixé de la manière suivante :

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage du PRO et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Le montant du cout prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par modification dans le délai de 15 jours calendaires suivants la validation des études PRO conformément aux dispositions de l'article R2432-7 du Code de la commande publique.

Cette modification sera donc effectuée conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen, et tiendra compte :

- Des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle,
- Des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur,
- Des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre.

6.11. Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen postérieures à la fixation du forfait définitif (circonstances exceptionnelles)

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications, de prendre en compte :

- Des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre,
- Au stade de la consultation des travaux, des variantes qui seraient acceptées par le Pouvoir adjudicateur et qui remettraient en partie en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études ou de tout ou partie d'un élément de mission. En présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa

mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement,

- Des modifications des délais de réalisation des études ou des travaux des missions complémentaires nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise),
- Le suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le titulaire ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux,
- De la grille de répartition des principaux surcoûts (Attention : ne seront pas pris en compte dans le chiffrage des surcoûts ceux d'entre eux qui seraient liés à une défaillance ou à un manque de diligence de l'entreprise) ;
- Des conditions de versement d'une avance sur le paiement des surcoûts pris en charge par l'acheteur. Le versement d'une avance sur ces surcoûts est à cet égard vivement recommandé afin de sécuriser la poursuite de l'exécution des prestations. En cas de suspension des prestations au cours d'une opération de travaux, l'examen des surcoûts doit notamment permettre de chiffrer les coûts liés aux mesures de mise en sécurité du chantier, de gardiennage, de maintien en condition en vue de la reprise du chantier.
- La révision des prix du marché dans les conditions définies au présent CCAP.

Cette liste est susceptible d'évoluer en fonction d'ajouts ou de retraites en fonction des modifications de l'activité de l'acheteur.

6.12. Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage

Dans le cadre de l'article R. 2194-8 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant notamment dans les cas suivants :

- en cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;
- si le maître d'ouvrage décide d'étendre la mission du maître d'œuvre au suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux.

Selon les cas, la rémunération est :

- revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induits par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations,
- adaptée en combinant ces deux modalités.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du code de la commande publique.

6.13. Coûts de référence

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation : le **coût de référence**.

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois M0 des offres travaux et au mois M0 des études du contrat de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur. Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, **fixé à 2 %**, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation sans suite avec relance.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Cela n'ouvre pas droit à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre, sauf si ce coût excessif résulte de circonstances que la maître d'œuvre ne pouvait pas prévoir. Dans ce dernier cas, la charge de la preuve que le dépassement ne pouvait pas être prévu incombera au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre établit un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation ou d'engager une nouvelle négociation.

6.14. Coûts de réalisation

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Une décision fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter. Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un **taux de tolérance**. Ce taux de tolérance est de **4 %**.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Si, en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus, hors travaux modificatifs, dépasse le seuil de tolérance, une retenue est appliquée par le maître d'ouvrage. Cette retenue est égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par 2 fois le taux de rémunération fixé dans l'annexe à l'Acte d'Engagement.

Cette retenue ne peut excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 7. CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

7.2. Régime des paiements

1 : Pour l'établissement des documents d'étude suivants : DIA, APS, APD, PRO :

Les prestations incluses dans l'élément ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément de mission validé par le représentant du pouvoir adjudicateur, tel que précisé à l'article "Délais d'exécution".

2 : Pour l'exécution des prestations AMT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées sous forme d'acomptes de la manière suivante :

- après réception du dossier de consultation des entreprises : 60%
- après analyse des offres et éventuelle mise au point des marchés de travaux : 20%
- le solde après la notification aux entreprises du marché public de travaux : 20%

3 : Pour l'exécution du VISA

Les prestations sont réglées en fonction de l'avancement des visas apportés aux plans d'exécutions réalisés par les entreprises sous forme d'acomptes et proportionnellement au montant de cette mission en fonction du calendrier d'émissions des plans d'exécutions.

4 : Pour l'exécution les prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

a) Elément DET (direction des travaux)

Les prestations incluses dans l'élément DET sont réglées comme suit :

- sous forme d'acomptes, proportionnellement à la durée prévisionnelle des travaux : jusqu'à hauteur de 90 % (indépendamment du montant des travaux facturés par l'entreprise travaux),
- le solde à la date de l'accusé de réception, par le représentant du pouvoir adjudicateur du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 10%.

b) Elément AOR (assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date de l'accusé de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20%,
- à la remise du dossier des ouvrages exécutés et du dossier de maintenance : 40%,
- à l'achèvement des levées de réserves : 20%,
- le solde à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 44.2 dudit CCAG : 20%.

5 : Pour l'élément OPC

Pour la mission OPC, 90% seront réglés proportionnellement à la durée prévisionnelle des travaux et les 10% restants, à la réception.

6 : Pour l'élément CSSI

Les prestations incluses dans la mission SSI sont réglées comme suit :

- 10 % à la réception du dossier complet en phase APD,
- 10 % après réception du dossier complet en phase PRO,
- 60 % en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début,
- 20% à la remise du rapport SSI.

7.3. Contenu de la demande de paiement

Conformément à l'article 11.3.6 du CCAG MOE, le maître d'œuvre établit sa demande de paiement suivant les modalités fixées au présent CCAP :

Le projet de décompte mentionne la référence de l'engagement que le titulaire doit rappeler dans sa demande de paiement.

Chaque acompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

- Etat périodique

L'état périodique, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché public par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

- Projet de décompte périodique

Le titulaire envoie au représentant technique du pouvoir adjudicateur, via la solution "chorus-pro", son projet de décompte périodique.

- Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le représentant du pouvoir adjudicateur correspond au montant des sommes dues du début du marché public à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées,

- les pénalités éventuelles pour le retard de présentation par le titulaire des documents d'étude et calculées conformément aux articles "Pénalités pour retard" du présent CCAP.

- Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1) le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent,

2) l'incidence de la révision, conformément à l'article "Révision des prix" du présent CCAP si nécessaire,

3) l'incidence de la TVA,

4) le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmenté éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Il est fait application de l'article 11.6 du CCAG-MOE.

En complément de l'article 11.6 du CCAG MOE, Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au maître d'œuvre. Le titulaire en accuse la réception sans délai, afin de pouvoir donner une date certaine à cette réception. Passé un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la date de notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant

7.4. Demande de paiement pour solde :

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG-MOE. Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- le forfait définitif de rémunération ;
- le montant des missions complémentaires ;

- le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivant la date de fin de l'année de parfait achèvement, qui correspond à l'achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.

7.5. Décompte général rendu définitif

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

7.6. Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

7.7. Paiement des membres du groupement :

En cas de groupement solidaire, la demande de paiement pourra être effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, par dérogation au 12.1.2 du CCAG, le choix étant laissé au titulaire sur l'Acte d'Engagement.

Dans le cas d'une répartition par membre du groupement ; la demande de paiement présentée par le mandataire au représentant de l'acheteur précise alors le montant ou le % des prestations effectuées par chacun des cotraitants, au regard de la répartition fixée à l'Acte d'Engagement.

7.8. Facturation

Les prestations seront réglées après service fait et réception des données.

Les factures devront comporter les indications suivantes :

- ☞ La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur) ;
- ☞ n° du marché situé en page de garde du présent document
- ☞ Références bancaires
- ☞ Le numéro et l'intitulé de la consultation
- ☞ Le projet, le lieu et l'opération concernée
- ☞ Le taux et le montant de la TVA
- ☞ Le montant total des prestations réalisées
- ☞ La date de la facturation

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, le règlement ne pourra être effectué.

Elles seront établies et envoyées sur chorus.

Le règlement des factures s'effectuera dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception des factures par virement bancaire. Pour cela, le candidat mentionne dans l'acte d'engagement ses coordonnées de compte bancaire.

Les demandes de paiement électroniques :

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.9. Paiement direct des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il fournit à cet effet un acte spécial dûment complété (formulaire DC4) et produire les éléments suivants pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du contrat :

- les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique,
- un sous-détail des prix comportant les éléments de décomposition de ses prix le cas échéant,
- une attestation d'assurances comme indiquée à l'article "Assurance" du présent cahier en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant le cas échéant,
- un relevé d'identité bancaire ou BIC ou IBAN,
- les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le sous-traitant,
- les capacités professionnelles du sous-traitant le cas échéant,
- toutes justifications permettant de vérifier que le sous-traitant s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux articles L8222-1 et L8222-4 du code du travail.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom de l'acheteur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est envoyée à l'adresse suivante :

CCI DE REGION HAUTS-DE-FRANCE
TSA 11540
59040 LILLE CEDEX

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de groupement, si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Il incombe au maître d'ouvrage, lorsqu'il a connaissance de l'exécution, par le sous-traitant, de prestations excédant celles prévues par l'acte spécial et conduisant au dépassement du montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct, de mettre en demeure le titulaire du marché ou le sous-traitant de prendre toute mesure utile pour mettre fin à cette situation ou pour la régulariser, à charge pour le titulaire du marché, le cas échéant, de solliciter la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité et celle de l'acte spécial afin de tenir compte d'une nouvelle répartition des prestations avec le sous-traitant.

7.10. Avance

L'option B de l'article 11 du CCAG s'applique. Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

Si le titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée sur la part du marché public non sous-traitée, dans les conditions prévues à aux articles R 2191-6 à R 2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de cette avance est fixé à **10%** du montant initial forfaitaire TTC du marché, diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct, et sous réserve des dispositions prévues à l'article R 2193-10 du code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq (65) % du montant initial TTC du marché.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Réunions

Une réunion de lancement d'une durée de deux (2) heures entre la maîtrise d'ouvrage et le titulaire aura lieu au Palais de la Bourse après la notification du contrat.

Par ailleurs, et pour les missions du diagnostic jusqu'à l'assistance pour la passation des marchés de travaux, deux réunions de travail en présentiel sont prévues, soit sur le site d'exécution des prestations (à Roubaix) soit au Palais de la Bourse (place du théâtre à Lille).

Leur prix est compris dans le forfait de rémunération.

8.2. Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base.

8.3. Clauses environnementales

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le présent marché comprend des conditions d'exécution à caractère environnemental telles que définies par le titulaire dans son offre. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

8.4. Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur prévoit dans le cadre du présent contrat, la clause de réexamen suivante :

Modification ou ajout de la clause de révision de prix :

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix de l'accord-cadre initial, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- le ou les indice.s fixé.s initialement pourront être adaptés
- un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés
- la périodicité des révisions pourra être revue
- toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

De même, une clause de révision des prix pourra être intégrée, si celle-ci n'était pas prévue initialement.

Circonstances imprévisibles :

A - Evolution des prix du marché :

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

B - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'événements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

C - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

8.5. Propriété intellectuelle

Conformément au CCAG MOE, le titulaire concède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG MOE en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

8.6. Restitution de documents

En cas de besoin, l'acheteur met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des missions ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin.

Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique, en fin de mission.

8.7. Format des livrables

Liste des documents d'études à fournir et nombre d'exemplaires :

Etudes de diagnostic : un exemplaire sur support papier – un exemplaire dématérialisé (clé USB) ;

Etudes d'avant-projet sommaire : un exemplaire sur support papier – un exemplaire dématérialisé (clé USB) ;

Etudes d'avant-projet définitif (APD) – études de projet (PRO) :

- un exemplaire sur support papier
- 1 exemplaire sur support informatique (clé USB) : au format DWG pour les pièces graphiques (strictement compatibles Autocad 2010 ou version compatible pour les pièces graphiques),
- Le cas échéant, permis de construire ; au format dématérialisé si possible au regard des procédures du service instructeur ;

(2 exemplaires du volet paysager seront en couleur)

Dossier de consultation des entreprises (AMT) : 1 exemplaire sur support papier

1 exemplaire sur support informatique (clé USB)

L'ensemble des pièces graphiques sera fourni au format .Jpeg, .dwg ou .Pdf et l'ensemble des pièces écrites au format word ou.xls.

Dossier des ouvrages exécutés :

Format :

1 exemplaire sous forme dématérialisée + 1 exemplaire papier

au format DWG ET PDF pour les pièces graphiques (strictement compatibles Autocad 2010 ou version compatible pour les pièces graphiques)

Contenu du DOE :

- Un premier sous-dossier contenant les notices de fonctionnement et d'entretien accompagnées des consignes d'exploitation des ouvrages.
- Un second sous-dossier contenant les plans et autres documents conformes à l'exécution, à fournir dans les 3 semaines, suivant la date de prise d'effet de la réception.

Ce second sous-dossier sera constitué des plans et documents suivants :

- plans architectes et entreprises pour l'ensemble des lots, (vues en plans de réseaux, etc),
- DIUO (dossier d'intervention ultérieur de l'ouvrage), suivant l'année de réception de pièces de police de chaque intervenant suivant les responsabilités civiles et décennales, garanties professionnelles dans l'acte de construire,
- qualification de l'entreprise,
- adresse, numéros de téléphone, fax, et email de l'ensemble des intervenants y compris des sous-traitants, adresse exacte de l'opération et dénominations courantes.

Nota : au démarrage des prestations, des échanges « tests » de fichiers informatiques seront réalisés entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur afin de s'assurer de la compatibilité des versions des différents programmes informatiques de chacun.

8.8. Informations réciproques

Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché :

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- ⇒ De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- ⇒ De toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants. Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage :

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

8.9. Ordre de service MOA-MOE

Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles.

L'ordre de service établi conformément à l'article 3.8 du CCAG MOE est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

Les ordres de services seront transmis au titulaire par mail. Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG concerné, chaque ordre de service fait l'objet d'un accusé réception par le titulaire, par courriel, dans un délai de soixante-douze (72) heures à compter de la date de réception du document.

Passé le délai de sept (7) jours à compter de la réception de l'ordre de service durant lequel le titulaire peut communiquer, par écrit, ses observations éventuelles, l'ordre de service sera jugé admis par le titulaire.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de 15 jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE ;
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE ;
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MOE.

8.10. Ordre de service délivrés par le maître d'œuvre (OS MOE-Entrepreneurs)

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;

- entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

8.11. Relation avec le coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre, qui est annexé au présent CCAP.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre, le cas échéant, son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre prend connaissance de toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC).

8.12. Modalités particulières de réalisation de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux

Au moment du lancement du marché de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage envisage la passation des marchés de travaux selon un appel d'offres ouvert.

La participation du maître d'œuvre aux commissions d'appel d'offres est requise.

8.13. Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au titulaire qui est le seul responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs intervenants sur les travaux.

Il est tenu de faire respecter l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

8.14. Mise à disposition et réception des ouvrages :

Le mode opératoire et le phasage des travaux tels qu'il résultera de la mise au point des marchés publics de travaux peut entraîner les conséquences suivantes :

- Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, au sens de l'article 43 du CCAG travaux ;
- Réception unique de l'ensemble de l'opération, au sens de l'article 41 du CCAG travaux ;
- Plusieurs réceptions partielles au sens de l'article 42 du CCAG travaux.

Il est expressément convenu que la mission du titulaire et la rémunération correspondante intègrent ces probabilités, sans conséquence sur les délais globaux.

8.15. Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux :

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

8.16. Remise des documents d'études

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui sont présentés.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents mentionnés ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Les délais de remise des documents d'étude sont précisés à l'article 5.2 du présent CCAP.

8.17. Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage

Les délais de vérification des documents sont précisés à l'article 5.2 du présent CCAP.

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 21 du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

8.18. Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation.

8.19. Vérification des projets de décomptes mensuels

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 12 du CCAG Travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis.

Le maître d'œuvre détermine dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG Travaux le montant de l'acompte à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage l'état d'acompte qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception.

8.20. Dématérialisation du suivi :

Pour la dématérialisation des échanges avec le titulaire, l'acheteur met en œuvre les dispositifs suivants :

L'ensemble des échanges (ordres de service, actes d'exécution et modificatifs) sont transmis par voie électronique, par courriel.

La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu en moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG concerné, chaque ordre de service fait l'objet d'un accusé réception par le titulaire, par courriel, dans un délai de soixante-douze (72) heures à compter de la date de réception du document.

Passé le délai de huit (8) jours à compter de la réception de l'ordre de service durant lequel le titulaire peut communiquer, par écrit, ses observations éventuelles, l'ordre de service sera jugé admis par le titulaire.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS ET CONTRAINTES

9.1. Niveau d'obligation

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le CCTP.

9.2. Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du contrat et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du contrat et ce, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, sans mise en demeure et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscretions commises.

9.3. Connaissance des éléments afférents à l'exécution contractuelle

Le titulaire est réputé :

- avoir apprécié exactement la nature, l'importance et les particularités de ce qui est demandé,
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du représentant de la personne publique.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune protestation sur les réserves ci-dessus énoncées.

9.4. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, ils l'avisent de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

9.5. Assurances

Par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG-MOE les montants de garantie d'assurance de responsabilité civile professionnelle souscrits ne sont pas fixés.

Il appartient au titulaire d'adapter les niveaux de ses garanties à l'opération envisagée, pour la responsabilité civile comme pour la responsabilité décennale.

9.6. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois pour l'attestation URSSAF, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

3) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

9.7. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des

autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

9.8. Réparation des dommages :

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

9.9. Mission du mandataire du groupement

En cas de groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour assurer les missions de coordination portant sur les études :

- Etablir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour,
- Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application,
- S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre,
- Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre.

Le mandataire doit également :

- Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation,
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, ...
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvre,
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre,
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes,
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.

9.10. Sous-traitants présents sur le chantier :

Au titre de sa mission de direction de l'exécution du contrat de travaux, il appartient au maître d'œuvre **de porter à la connaissance du maître d'ouvrage la présence de tout sous-traitant intervenant sur le chantier n'ayant pas fait l'objet d'une acceptation et d'un agrément de ses conditions de paiement** dans les conditions prévues aux articles R21931 à R2193-4 du Code de la Commande Publique.

En cas de non-respect de cette obligation de conseil, la responsabilité du maître d'œuvre peut être retenue pour le paiement du sous-traitant.

ARTICLE 10. CONTROLE DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le délai pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet, est défini à l'article 5.2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 21 alinéa 2 du CCAG MOE, la décision de lancement d'un élément de mission ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

ARTICLE 11. PENALITES

11.1. Modalités d'application des pénalités pour retard

L'article 16.2.4 du CCAG MOE s'applique.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, les pénalités sont dues au premier euro.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

11.2. Pénalités pour retard

En cas de non-respect des prescriptions du contrat dans le cadre de l'exécution du contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes, et par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard ci-après, par jour calendaire de retard : <ul style="list-style-type: none">- DIA: 1/10 000ème du montant HT du marché public,- APS : 1/10 000ème du montant HT du marché public,- APD : 2/10 000ème du montant HT du marché public,- PRO : 2/10 000ème du montant HT du marché public,- VISA : 2/10 000ème du montant HT du marché public,- AMT : 2/10 000ème du montant HT du marché public,- AOR/DOE : 7/10 000ème du montant HT du marché public.
Retard dans la remise de tout type de document y compris les pièces relatives à la réception et à la levée des réserves et le	Cinquante (50) € / jour calendaire de retard et par document

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
DOE	
Retard pour la remise des documents de fin de phase	Deux cents (200) € forfaitairement + cent (100) € / jour calendaire de retard.
Retard dans la remise du DCE	50 € / jour calendaire de retard.
Retard dans la réponse aux questions posées par les opérateurs économiques lors de la consultation du marché de travaux	20 € / question non répondue
Retard dans la remise de l'analyse des candidatures et des offres lors de la consultation du marché de travaux	50 € / jour calendaire de retard.
Retard pour la réalisation du contrôle interne des documents de fin de phase	Deux cents (200) € forfaitairement + cent (100) € / jour calendaire de retard.
Pénalités en cas de retard dans la vérification et le visa des documents d'exécution	Deux cents (200) € par jour calendaire.
Pénalités en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation	Le titulaire pourra encourir sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à deux cents (200) euros.
Pénalités pour retard du délai de vérification par le titulaire du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur	Si le délai de vérification visé ci-avant n'est pas respecté, le titulaire pourra encourir sur ses créances des pénalités dont le taux, par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à un cinq millième (1/5 000ème) du montant en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant. Si ce délai expire un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.
Pénalités en cas de retard dans la vérification du projet de décompte final et de l'établissement du projet de décompte général	Le titulaire pourra encourir, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à un millième (1/1000) du montant HT du projet de décompte général. Toutefois, si du fait du retard imputable au titulaire, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors égale au montant des intérêts moratoires versés. Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra apporter la preuve que ce retard de transmission lui cause un préjudice financier et que ledit retard a généré le paiement d'intérêts moratoires à l'entreprise.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalités de retard si le délai de vérification visé ci-dessus n'est pas respecté	Le titulaire pourra encourir sur ses créances des pénalités dont le taux, par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à un cinq millième (1/5 000ème) du montant en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant. Si ce délai expire un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. Toutefois, si du fait du retard imputable au titulaire, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors égale au montant des intérêts moratoires versés. Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra apporter la preuve que ce retard de transmission lui cause un préjudice financier et que ledit retard a généré le paiement d'intérêts moratoires à l'entreprise.
Retard dans le délai d'exécution de la phase travaux du marché public	Il est appliqué une pénalité par jour calendaire de 1/3000ème du montant H.T. du marché public de l'opérateur concerné, en cas de dépassement du délai d'exécution des travaux, constaté par le maître d'ouvrage.

Etant précisé que les pénalités ci-dessus définies, sont cumulables.

11.3. Autres pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour non-conformité des documents remis (hors documents établis lors de la réception des marchés de travaux)	Deux cents (200) € forfaitairement.
Pénalité pour non présence d'un ou de plusieurs des membres de l'équipe projet sollicité(s) par le maître d'ouvrage aux divers réunions	Cinq cents (500) € forfaitairement par membre absent.
Pénalité pour refus de se conformer à une demande de la MOA (dont le fait de refuser de reprendre l'analyse)	Deux cents (200) € forfaitairement par manquement.
Pénalité pour comportement compromettant la légalité de la procédure	Mille (1000) € forfaitairement par manquement.
Pénalité pour non-conformité des documents établis lors de la réception des marchés de travaux	En cas de non-conformité des documents établis lors de la réception des marchés de travaux (EXE4, EXE5, EXE-, EXE8 et EXE9), le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire de cinquante (50) € par document vicié.
Pénalités liées au non-	En cas de non-respect des obligations relatives à l'interlocuteur du représentant

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
respect des obligations en matière d'interlocuteur du représentant du pouvoir adjudicateur.	du pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, après mise en demeure, une pénalité égale à 300 €.

Les pénalités sont cumulables et s'appliquent sans mise en demeure sur simple constat du maître d'ouvrage.

ARTICLE 12. RESILIATION, SANCTIONS ET FIN DU CONTRAT

12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général, en l'absence de faute du titulaire, la décision étant signifiée par lettre recommandée avec avis de réception. La date de résiliation est celle mentionnée à la décision.

Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Le pourcentage de l'indemnité de résiliation appliqué sera de trois (3) % du montant minimum de l'accord-cadre HT diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues sur la période concernée.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

12.2. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 30.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

12.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 34 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.4. Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-MOE, et conformément à la loi ASAP n° 2020-1525 du 07 décembre 2020, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur pour information. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur la bonne exécution du marché.

En cas de liquidation judiciaire, l'acheteur prononcera la résiliation du contrat sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Le marché pourra se poursuivre avec un autre opérateur économique, si celui-ci est agréé par le représentant du pouvoir adjudicateur, et dans les conditions initiales du marché. Ce transfert sera officialisé par l'établissement d'une modification signée du repreneur et du représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

12.5. Achèvement de la mission du maître d'œuvre

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

12.6. Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre

Par dérogation à l'article 31 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêt, provisoire ou définitif, de l'exécution des prestations du maître d'œuvre au terme de chaque élément de mission de la phase d'études.

La décision d'arrêt définitif des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

12.7. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille
Téléphone : 03 59 54 23 42

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Télécopie : 03 59 54 24 45

Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 13. NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD

Les prestations effectuées dans le cadre du marché devront respecter l'ensemble des normes françaises, européennes et internationales en vigueur lui correspondant.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

En complément de l'article 5.2 du CCAG-PI, il est précisé que lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé.

A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché public ;
- traiter les données conformément aux instructions de la C.C.I.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la C.C.I.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la C.C.I. de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - o s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - o reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de la C.C.I. ;
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D. ;
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de la C.C.I. ;
- mettre à la disposition de la C.C.I. toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de la C.C.I. ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 14. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
2.8	3.5.4
3.1	4.1
5.2	15.1.4 – 20.4.2
5.3	15.3.5
5.5	3.8.3

7.4	11.7.2
7.7	12.1.2
8.9	3.8.2
8.16	20.4.2
8.20	3.8.2
9.2	41.2
9.5	9.1.1
10	20.2 - 21
11.1	16.2.1 – 16.2.2
11.2	16.2.3
12.4	28.2
12.6	31